



**RESEAU INTERNATIONAL
FORMATION AGRICOLE ET RURALE
CÔTE D'IVOIRE**

Réaction du réseau FAR Côte d'Ivoire

Sur le rapport final

Du groupe de réflexion sur l'économie de la formation agricole et rurale

Le rapport fait comprendre que le domaine de l'économie de la formation agricole et rurale (EFAR) peut être exploré afin d'affiner les stratégies d'agencement des moyens mobilisés pour l'éducation et la formation professionnelle des populations rurales.

L'économie de la formation agricole et rurale permet de mesurer les coûts et de faire ressortir les avantages. Ce qui constitue une base pour pouvoir être capable de développer un argumentaire documenté à l'attention des gouvernants et des planificateurs et leur donner ainsi, les moyens pour décider efficacement de l'affectation des ressources financières qui sont aujourd'hui devenues rares.

Afin de permettre l'appropriation et l'approfondissement de la réflexion, les trois axes de proposition sont faits : études et recherche, structuration et organisation des compétences en économie FAR et mesures d'accompagnement.

Le réseau international de formation agricole et rural en Côte d'Ivoire, trouve là un outil didactique de très grande valeur qu'il devra d'abord s'approprier afin de renforcer ses capacités et être capable d'apporter une contribution dans l'analyse et le partage des expériences déjà développées ou en cours en Côte d'Ivoire (ANADER, FIRCA, FDFP, AGEFOP, CMR, etc.)

Comme contribution au débat

D'une manière générale les constats faits sont pertinents et nous notons que les institutions et les structures du monde de la formation agricole et rurale restent multiples et que les stratégies d'actions (plusieurs projets et programme non fédérés) ne sont pas nationalement coordonnées.

Cependant nous notons que cette multiplicité des institutions et structures bien coordonnées dans le cadre d'une Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR) peut constituer un creuset d'expertises pour une mise en œuvre efficace d'une démarche EFAR.

Nous percevons ici la nécessité de développer un argumentaire à l'intention des dirigeants afin de leur donner les éléments pour apprécier et décider de la mise en œuvre d'une démarche d'élaboration et de mise en œuvre d'un SNFAR.

Relatif à l'espace minimum et significative de mise en œuvre de l'économie de la formation agricole et rurale.

Nous notons aussi que pour une exploration efficace du domaine, les investigations de base doivent se réaliser au niveau micro (sous préfecture, village). En effet il nous semble pertinent qu'aux niveaux, sous préfecture, commune, village, ménage et exploitation se fasse la collecte des données et informations et qu'à l'échelle département les consolidations permettent de déterminer la situation du pays.

C'est au niveau sous préfecture et village que les dispositifs d'appui à la formulation de la demande sociale de formation sont les plus efficaces selon les résultats des travaux des centres des métiers ruraux (CMR Côte d'Ivoire).

Relatif à la qualification des acteurs

La question du renforcement de la capacité des acteurs porteurs des dispositifs aux différents niveaux (macro, méso et micro) constitue un préalable.

L'économie de la formation agricole et rurale doit être enseignée à tous les acteurs porteurs et utilisateurs du dispositif EFAR.

Relatif au financement durable

Les ressources de financement se sont raréfiées au regard de la diversité, de l'immensité et du caractère urgent que présente chacun des besoins tant stratégiques que physiques.

Le moment est donc venu de mettre en œuvre des outils comme la Stratégie Nationale Formation Agricole et Rurale (SNFAR) afin de créer les conditions de mise en œuvre de l'Economie de la Formation Agricole et Rurale (EFAR) pour une affectation pertinente des ressources.

Enfin les recommandations faites nous interpellent en Côte d'Ivoire. Des projets de mise en œuvre des recommandations devront être présentés afin de poursuivre la réflexion.

A cet effet le réseau internationale FAR côte d'ivoire et ses partenaires envisageront de réaliser des actions pilotes spécifiques et des contributions sur les expériences novatrices en matière de financement durable de la formation (FIRCA) et d'autres expériences en cours de réalisation (URECOSCI).